

Le gouvernement préservera les caractéristiques principales de notre système de santé, l'universalité, la gratuité, la portabilité, l'accessibilité, et la gestion publique.

Le Canada ne serait pas le pays qu'il a été, le pays qu'il devrait être, s'il négligeait les plus pauvres parmi nous, ceux qui sont sur le bien-être social et les chômeurs. Le Canada ne serait pas le pays qu'il devrait être, d'après nos concitoyens, si les jeunes perdaient l'espoir que notre société leur fera une place digne de leurs efforts. La plupart de ces Canadiens moins fortunés veulent une chose avant tout, la chance d'avoir un emploi, la dignité que confère un emploi. Vous avez entendu dans le discours du Trône que le gouvernement donne une priorité toute particulière au problème de l'emploi.

Le gouvernement est conscient que c'est tout un défi. À première vue, cela se présente comme un dilemme particulièrement cruel. D'une part, tous les gouvernements du pays sont endettés et dépensent une part accablante de leurs revenus pour payer des intérêts sur leurs emprunts. D'autre part, chaque coupure de dépenses entraîne inévitablement des pertes d'emplois; et chaque nouveau chômeur, chaque assisté social apte au travail représente une augmentation annuelle du déficit et, par conséquent, de la dette du pays tout entier de 16 500 \$, pour un total de 45,375 milliards de dollars, c'est-à-dire une somme annuelle égale au déficit fédéral.

Permettez-moi de vous présenter, brièvement, comment ce chiffre du coût annuel du chômage est calculé.

[Traduction]

Voici comment on calcule le coût total du chômage pour en arriver à la somme de 45,375 milliards de dollars. Avant de perdre leur emploi, les chômeurs et les assistés sociaux qui pouvaient et voulaient travailler gagnaient en moyenne 23 000 \$ et versaient une partie de cette somme, soit 6 303 \$, en impôts sur le revenu fédéral et provincial, en TPS et en taxe de vente provinciale. Ce montant de 6 303 \$ pouvait être inscrit en noir à l'actif des bilans des gouvernements fédéral et provinciaux visés. Lorsque ces gens ont perdu leur emploi, ils ont reçu des montants d'assurance-chômage ou d'aide sociale totalisant en moyenne 13 110 \$. Ce chiffre était écrit à l'encre rouge, en d'autres mots, c'était une perte pour le gouvernement. Cette perte de 13 100 \$ a été ramenée à 10 187 \$, soit à 2 923 \$ de moins, ce qui représente la moyenne de ce qu'un assisté social ou un chômeur paie aux deux paliers de gouvernement en impôts sur le revenu, en TPS et en taxe de vente provinciale. Ce 10 187 \$ est écrit à l'encre rouge dans les registres des gouvernements fédéral et provinciaux.

• (1430)

Transposé dans les registres gouvernementaux, un montant positif de 6 303 \$, lorsque le chômeur travaillait, devient un montant négatif de 10 187 \$, lorsqu'il perd son emploi. Cela fonctionne comme un thermomètre. Si vous passez de plus 6 303 \$ à moins 10 187 \$, vous subissez une perte de 16 500 \$. Puisque les gouvernements ont des budgets déficitaires, une perte de revenus de 16 500 \$ représente un accroissement du déficit et de la dette nationale de 16 500 \$.

Il y a maintenant un million et demi de sans-emploi. Selon des sondages sur la question, 46 p. 100, ou 1,25 million, des 2,723 millions d'assistés sociaux, sont en état de travailler et veulent travailler. Si l'on additionne les chômeurs et les assistés sociaux qui sont en mesure de travailler et capables de travailler, nous arrivons à un total de 2,75 millions de sans-emploi qui espèrent trouver du travail. Si nous multiplions ce nombre par 16 500 \$, soit la perte que représente chacune de ces personnes pour le gouvernement, nous arrivons au total de 45,375 milliards de dollars. C'est le montant du déficit fédéral.

[Le sénateur Gigantès]

[Français]

Ce chiffre de 45,375 milliards de dollars est indiscutable: il représente les prestations aux chômeurs et aux assistés sociaux, plus le manque à gagner fiscal des gouvernements parce que les chômeurs et les assistés sociaux ont des revenus beaucoup plus bas que ceux qu'ils avaient quand ils travaillaient. En conséquence, ils paient beaucoup moins d'impôts et consomment beaucoup moins, ce qui nuit, nécessairement, à l'entreprise privée. Il est très important de se souvenir que ces 2,75 millions de gens qui n'ont pas d'emploi et qui veulent travailler coûtent, chacun, à notre société 16 500 \$ pour lesquels ils ne produisent rien: 16 500 \$ chacun pour lesquels ils ne contribuent rien au produit intérieur brut, tandis que chacun de nos 2,75 millions de sans-emploi, quand il ou elle travaillait et gagnait 23 000 \$, ajoutait au produit intérieur brut 23 000 \$ de biens ou services.

[Traduction]

Et, inévitablement, pour réduire les dépenses gouvernementales il faut éliminer des fonctionnaires, ce qui se répercute sur l'emploi dans les entreprises qui fournissaient des biens et des services à ces fonctionnaires avant qu'ils perdent leur emploi, et cela se répercute également sur l'emploi dans les entreprises qui fournissent des biens et des services au gouvernement lui-même.

[Français]

Cela vaut la peine de répéter que la diminution de l'emploi mène inévitablement à la diminution de la consommation, la diminution des ventes. La diminution des ventes mène inévitablement à une baisse de la production et, par conséquent, à une baisse additionnelle de l'emploi.

[Traduction]

Une réduction de la consommation se traduit par une réduction de la production et cette dernière se traduit par une réduction du nombre d'emplois. Chaque emploi perdu, comme nous l'avons vu, ajoute 16 500 \$ aux déficits combinés du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux.

Un autre aspect du problème, c'est que chacune des entreprises qui a vu ses ventes chuter en raison du chômage attribuable à la diminution de la consommation a tenté de protéger ses profits en devenant plus efficiente, en faisant davantage avec moins, en achetant des machines pouvant remplacer des travailleurs. Vous ne pouvez pas blâmer ces entreprises. Nous ferions tous la même chose dans la même situation.

Selon la théorie économique de l'offre, toutes les restructurations et rationalisations créeront un jour des emplois car les entreprises, lorsqu'elles auront réduit leurs frais et accru leurs profits, pourront investir dans de nouvelles entreprises, ce qui créera de nouveaux emplois, suffisamment d'emplois pour faire diminuer le taux de chômage. D'après les économistes, ce que le gouvernement a de mieux à faire, c'est de ne pas se mêler d'économie parce que l'économie finira un jour par produire tous les emplois nécessaires. Ils m'ont aussi dit que nous ne verrions pas ce jour avant quinze ans au moins.

Les économistes de l'offre soutiennent, en outre, que le gouvernement devrait réduire les impôts des entreprises afin qu'elles disposent de plus de capitaux à investir, car ils estiment que les investissements de capitaux finissent par générer des emplois.